

29-01-08

Reçu à l'Élysée Mittal déçoit Gandrange

Lakshmi Mittal (photo), reçu par Nicolas Sarkozy hier à l'Élysée, n'a pas annoncé le gel de son plan de restructuration de Gandrange comme l'espéraient les salariés. Il leur donne jusqu'à avril pour trouver des solutions alternatives, mais maintient son projet. Les syndicats sont déçus.



Photo AFP

LES ARTICLES DE BERNARD KRATZ EN « RÉGION »

« Il campe sur ses positions »

Lakshmi Mittal, reçu hier par Nicolas Sarkozy, promet des discussions sur des « solutions alternatives » et « un autre emploi pour chaque salarié dans les usines du groupe ». Pour les syndicats, « rien ne change. La lutte pour sauver Gandrange continue ».

En fait, s'il y avait eu gel du projet d'arrêt de l'aciérie et du TAB, le président de la République serait sûrement sorti avec Lakshmi Mittal sur le peron de l'Élysée. Ça n'a pas été le cas. Mittal reste sur son plan. » Ce commentaire désabusé d'un porte-parole de la CFDT de Gandrange traduit bien la déception des syndicats après l'entrevue de l'espoir entre le PDG d'ArcelorMittal et Nicolas Sarkozy, hier après-midi à l'Élysée. De fait, le magnat indien de l'acier annonce qu'il s'engage à discuter jusqu'en avril avec les syndicats « de solutions alternatives au plan de suppressions d'emplois à l'aciérie de Gandrange », assurant « que tous les salariés seraient reclassés. »

On est loin du gel du plan réclamé par l'intersyndicale CFDT-CGT-CFE/CGT. « En clair, ré-

sume la CGT, il ne veut pas discuter d'une solution alternative industrielle dès lors qu'il évoque le reclassement des salariés ». Reste encore l'hypothétique rencontre de Sarkozy et des syndicats de Gandrange ?

« L'idéal pour nous serait de rencontrer Lakshmi Mittal. Là, c'est le président de la République qui joue les intermédiaires », remarque la CFE/CGC de l'aciérie.

« Rien n'est gagné, rien n'est perdu »

Ce lundi avait pourtant bien commencé. La direction du site a reçu les représentants du personnel afin de fixer les rendez-vous de la négociation sur l'accord de méthode (lire R.L. du 26 janvier). Ils se retrouveront les 31 janvier, 4 et 7 février afin de fixer le calendrier qui devrait

les mener jusqu'en avril, avec en main toutes les données du contre-projet industriel censé faire reculer Lakshmi Mittal. « Rien n'est gagné, rien n'est perdu », assure la CFDT. Celle-ci avait tout lieu d'être satisfaite.

Hier matin, une délégation de la confédération avec Marcel Grignard, secrétaire national ancien de la CFDT Mine, métallurgie, énergie, et Alain Gatti, secrétaire de la CFDT Lorraine, a été reçue par un conseiller de l'Élysée. « On a au moins pu lui faire passer le message. D'abord le gel du plan et obtenir un délai pour un autre plan industriel au sein du groupe ArcelorMittal », remarque Alain Gatti, lequel n'attendait visiblement pas grand chose de la rencontre Mittal-Sarkozy de l'après-midi.

Dans la matinée toujours, l'intersyndicale enregistrait avec satisfaction la nouvelle position de Christine Lagarde, ministre de l'Économie, qui ne parle plus de reclassement mais évoque désormais « toutes les solutions possibles pour maintenir l'emploi, y compris en soutenant le groupe par des moyens appropriés [...] ».

Autant de signes plutôt encourageants, malheureusement brouillés par la position de Lakshmi Mittal au sortir de son entrevue présidentielle.

En attendant l'organisation



Le PDG de ArcelorMittal, Lakshmi Mittal (à gauche), aux côtés de Daniel Soury-Lavergne, directeur général d'ArcelorMittal France, avant leur rencontre avec le président Sarkozy.

de la manifestation populaire du 9 février dans la vallée de l'Orne, les syndicats planchent sur les solutions alternatives.

La CFDT avec le cabinet Syndex est plutôt sur un projet au sein du groupe ArcelorMittal, alors que la CGT travaille avec la commission économique du CES (conseil économique et

social) et avec Sécafi Alpha, un autre cabinet d'expertise. « Mais nous n'excluons pas une solution extérieure au groupe Mittal », convient la CGT. D'ici avril, il pourrait bien y avoir plusieurs solutions alternatives au projet de Lakshmi Mittal.

Bernard KRATZ.

Alain Gatti, secrétaire de la CFDT Lorraine : « Nous voulons rendre Gandrange viable dans le cadre du groupe ArcelorMittal. »



« C'est la mondialisation ! »

Bernard Serin a quitté la sidérurgie lorraine il y a 6 ans et préside aux destinées de CMI qui vient d'investir en Inde. Pour lui, « l'exemple de Mittal et de Tata confirme l'efficacité du mariage d'une organisation indienne avec une européenne. »

Pourquoi avez-vous acheté FPE en Inde ?

Bernard SERIN : « C'est parti d'une réflexion stratégique. Il était important d'être présent en Inde, un continent à lui tout seul, pour la fabrication d'équipements sidérurgiques. En Inde, la production d'acier est de 40 millions de tonnes. Elle est de 400 millions de tonnes en Chine. Vous mesurez le potentiel de ce marché. Nous avons saisi une opportunité de racheter cette société cotée en bourse car son PDG fondateur, âgé de 74 ans et n'ayant que des filles, a choisi de vendre. »

Comment avez-vous opéré ?

« Nous nous sommes conformés aux règles boursières du pays. FPE est cotée à Bombay et New Delhi. Ils nous a fallu d'abord conclure une convention d'achat pour acquérir la participation majoritaire de M. Mehta, le président fondateur, qui était de 55 %. Puis nous allons lancer dans les prochaines semaines une OPA pour acquérir les 20 % d'actions supplémentaires afin de devenir propriétaire de FPE. La valorisation boursière de ces



Photo Pascal BRICARD

Bernard Serin ne s'exprime pas sur Gandrange car il « ne maîtrise pas les données sur ce site. Je ne connais pas l'état de l'outil ».

20 % est de 60 M€. Nous avons mis 18 mois pour la convention d'achat car il a fallu rassurer les gens de la société qui emploie 650 personnes. En achetant FPE, notre carnet de commandes consolidé en 2007 représente 1 milliard d'euros. FPE nous apporte une ouverture sur un marché en pleine croissance. Et désormais, CMI offre une très large palette de produits, technologies et services pour la sidérurgie à froid. »

Mittal et Tata en France, vous en Inde, c'est une petite revanche ?

« C'est tout simplement la mondialisation qui veut ça. Cette société indienne est très présente sur des marchés émergents en Indonésie, Malaisie, Nigeria, l'Amérique du sud avec le Pérou. Elle nous ouvre les portes du marché local et complète notre couverture géographique dans le monde. Et ça démontre aussi quelque part, comme Mittal et Tata chez nous, l'efficacité du mariage d'une organisation indienne et européenne. »

Recueillis par B. KRATZ.

De Gandrange à New Dehli

Il n'y a pas que les industriels indiens qui achètent des entreprises en France, il y a aussi l'inverse. Le groupe belge CMI (Cokerill Maintenance & Ingénierie), dont le PDG Bernard Serin, un Mosellan et ancien d'Usinor ayant début sa carrière à Gandrange, vient de prendre pied en Inde en faisant l'acquisition de FPE (Flat Products Equipments) pour soutenir son expansion dans le marché des équipements de la sidérurgie.

CMI est un groupe belge certes, mais avec une petite touche lorraine, car le groupe belge spécialisé dans l'ingénierie et la maintenance, et actif dans les marchés de l'énergie, de la défense et de l'industrie, possède des activités en Lorraine avec 4 implantations. Il s'agit de CMI Maintenance Esty à Terville (120 salariés), CMI TechSi/Lorraine à Mondelange (70 salariés), CMI Mecarep à Distroff (70 salariés) et CMI Neisus à Beuvange-sous-Saint-Michel (20 personnes) soit près de 300 personnes et un chiffre d'affaires de 33 millions d'euros en 2007.

Le groupe CMI en mettant la main sur FPE, une société cotée en bourse à Bombay et New Delhi, poursuit sa croissance externe et son effectif dépasse désormais 3 400 personnes dans le monde. Il vient du reste de faire plusieurs acquisitions afin de conforter son pôle thermique.

Il a ainsi acquis des activités de décapage chimique avec le Français Beugin à Arras, la société allemande UVK près de Coblenze et à Cleveland aux États-Unis, ainsi que des entreprises spécialisées dans la fabrication de fours comme Efcò à Pittsburg, le russe StalProjekt et le français Thermlin à Avon près de Fontainebleau qui va chapeauter ce pôle thermique.

Enfin rappelons que CMI va fabriquer les chaudières des deux tranches au gaz de la centrale thermique Émile-Huchet. CMI est numéro 2 en Europe derrière Alstom.

B. K.

Les réactions

Syndicats et élus lorrains ont accueilli fraîchement hier les engagements pris le même jour à Paris par le patron d'ArcelorMittal, considérant que « tout cela avait déjà été dit ».

• **Pierre-Claude Sutter**, délégué CFE-CGC : « M. Mittal n'a fait que répéter ce qui nous avait été dit (la semaine dernière) au siège du groupe à Luxembourg. Ses déclarations au sortir de l'Élysée sont celles auxquelles nous nous attendions »

« Notre "contre-projet industriel et social" devrait être prêt à la fin mars », a ajouté M. Sutter. « Il comprendra un gros volet sur la formation et prévoira des investissements de l'ordre de 25 millions d'euros à effectuer en urgence en 2008-2009 ».

• **Marc Barthel**, délégué CGT d'ArcelorMittal France : « M. Mittal n'a pas dit qu'il gérait les suppressions d'emplois envisagées à Gandrange. La procédure (de fermeture du site) est en route et nous ne sommes pas optimistes du tout ».

• **Aurélie Filipetti**, députée de Moselle et porte-parole du groupe PS à l'Assemblée nationale : « C'est comme si il anticipait sur la contre-expertise que s'apprêtent à déposer les syndicats. On reste sur sa faim. C'est un peu décevant d'autant que le président avait fait de la politique industrielle un cheval de bataille de sa campagne électorale ».

• **Michel Liebgott**, député PS de Moselle, s'attendait pour sa part à « beaucoup plus » de cet entretien. « Il n'en est sorti rien de bien différent de ce qui avait été promis par le groupe lors de la manifestation des "Gandrange" à Luxembourg, jeudi dernier ».